



Un modernisateur du capitalisme français

Nous continuons la publication de notre série d'articles consacrés au dixième anniversaire de l'élection de M. Mitterrand à la présidence de la République. Après avoir dressé un bilan général de la décennie et rappelé que, depuis le début de la III^e République, seul le général de Gaulle avait exercé un aussi long mandat (*le Monde* du 7 mai), nous examinons aujourd'hui la fin de l'exception française dans le domaine économique et présentons le portrait de M^{me} Elisabeth Guigou, qui appartient, avec quelques autres personnalités ayant fait partie ou faisant encore partie de l'équipe présidentielle, au « vivier » de l'Elysée.

Suite de la première page

Pour qualifier ce revirement, chacun, à gauche, y va de sa formule : le « virage libéral » (M. Jean-Pierre Chevènement), la prise de conscience de « l'impossibilité du socialisme dans un seul pays » (M. Dominique Strauss-Kahn), « l'abandon de la culture de la dévaluation qui réunissait la gauche et la droite » (M. Alain Minc), « la fin de la culture de l'inflation » (M. Jean Peyrelevade). Avec la fin de l'indexation généralisée des revenus, les gouvernements de M. Mitterrand vont révolutionner la France.

Cette révolution – qui va se traduire notamment par un partage de la valeur ajoutée de plus en plus favorable aux entreprises, cela aux dépens des salariés – est souvent présentée comme une trahison des socialistes. Ceux-ci sont effectivement amenés à abandonner beaucoup de leurs promesses, voire de leurs principes. La lecture comparée des déclarations de 1980 et de 1990 des dirigeants socialistes est à cet égard un exercice cruel. Ils voulaient relancer le charbon, ralentir les ventes d'armes, instaurer l'autogestion, bouleverser la fiscalité, nationaliser des secteurs entiers pour reconquérir le marché intérieur, créer une banque nationale d'investissement pour orienter l'épargne vers la production... Ils ont organisé le repli du charbon, développé les exportations d'armements et élargi timidement, avec les lois Auroux, la participation

dans l'entreprise. Ils ont modifié profondément la fiscalité mais la plupart du temps dans le sens opposé à celui que l'on attendait. Ils ont participé à la réhabilitation du profit, marié Renault au groupe privé suédois Volvo et dérégulé les marchés financiers...

Il n'est pourtant pas juste de limiter cette révolution à une simple adhésion nouvelle des socialistes à l'économie de marché. Elle a en fait été une double rupture pour le pays :

avec le pseudo-libéralisme giscardopompidolien d'une part, avec le volontarisme étatique de la gauche d'autre part. « L'année 1983 ne marque pas seulement, explique à juste titre l'économiste Elie Cohen, une rupture avec le socialisme de 1981-1982, mais aussi avec tout le passé de l'après-guerre, une rupture avec l'économie de financement administrée. »

La France s'engage dans la voie de l'économie de marché, ouverte sur l'extérieur et sans inflation. A l'issue de la décennie, les prix et les changes sont libres – une situation que n'avait pratiquement jamais connue la France. Les conditions de gestion des salariés ont été libéralisées. La politique de désinflation compétitive et du franc fort est encensée par la presse anglo-saxonne. Les capitalistes étrangers sont avides de titres de

l'Etat français. Cette double rupture n'est cependant pas le fruit du hasard. Les socialistes arrivent au pouvoir au moment même où une vague libérale commence à inonder le monde. Elle est ensuite imposée par l'Europe, un choix politique fort du président. L'intelligence de M. Mitterrand a sans doute été d'avoir préféré, au prix d'abandons considérables, surfer sur cette vague plutôt que de la voir noyer le pays. « La France s'est alignée alors sur les normes mondiales », explique M. Anton Brender, directeur du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) qui ajoute : « Les socialistes se sont adaptés, ce qui leur a permis de survivre. »

L'adhésion des socialistes, et des Français, à l'économie de marché est donc partiellement subie. Elle s'inscrit dans une évolution globale mondiale. Sur le plan académique, les keynésiens – dont s'inspire traditionnellement la gauche – sont, au cours des années 1970 déjà, en perte de vitesse, alors que les ultra-libéraux ont partout le vent en poupe, les monétaristes de l'Ecole de Chicago comme les théoriciens de l'offre. Au cours des années 1980, les économistes travaillent surtout sur le fonctionnement des marchés : ce sont les théoriciens des anticipations rationnelles comme ceux qui se consacrent à l'efficience des marchés.

Une vague mondiale et puissante

Sur le plan politique, la vague libérale se traduit par l'accession au pouvoir de M^{me} Margaret Thatcher en Grande-Bretagne (1979) et de M. Ronald Reagan aux Etats-Unis (1981). Même si les politiques réellement menées ne correspondent pas toujours à celles annoncées, outre-Atlantique par exemple, partout la loi des trois « D » (désétatisation, déréglementation et désinflation) s'impose. Les doctrines libérales s'infiltrant dans les organisations internationales, comme naturellement le FMI, mais aussi la Banque mondiale et l'OCDE. Le tiers-monde est, à son tour, pris dans la tourmente. Symbole de cette évolution, les programmes de privatisation deviennent la panacée. La vague libérale atteindra finalement le continent socialiste : l'Europe de l'Est est inondée à la fin de la décennie. C'est l'échec, après quarante ans de « socialisme » (soixante-dix en URSS), de l'économie centralement planifiée en Europe de l'Est et le début de la transition vers l'économie de marché.

D'où vient cette vague libérale ?

« Depuis la fin des années 1960 jusqu'à aujourd'hui, estime M. Strauss-Kahn, nous avons vécu l'essoufflement des régulations antérieures. Nous ne connaissons pas encore les nouvelles. Aussi, dans l'entre-deux, devons-nous accepter une certaine désorganisation qui prend la forme du marché, du libéralisme. » M. Mitterrand a en tout cas compris que, les contraintes économiques l'emportant parfois sur la volonté politique, il valait mieux, dans certains cas, leur céder.

Quelle est la réalité de la conversion des socialistes, et des Français, au marché ? Certains comportements, excessifs, peuvent tromper. « A partir de 1983, reconnaît M. François Hollande, député PS de Corrèze, la gauche est entrée dans une période d'expiation de ses péchés passés. » Pour se faire pardonner ses « erreurs » de 1981-1982, elle fait preuve d'une vénération extrême à l'égard du marché. C'est à ce moment-là qu'avec l'accord du président de la République, M. Pierre Bérégovoy engage la réforme, très libérale, des marchés financiers. La gauche se veut irréprochable : le respect des grands équilibres devient sa religion. « La politique économique est réduite à ses indicateurs, regrette M. Hollande, aucune politique structurelle n'est possible. » M. Minc parle de « l'immobilisme de la gauche rocardienne ».

La conversion au marché des socialistes a surtout concerné « le personnel politique socialiste », elle reste « superficielle et incomplète », estime pour sa part M. Edouard Balladur, l'ancien ministre (RPR) de l'économie (1986-1988). Superficielle ? Ce n'est pas si sûr. Les enquêtes confirment toujours une contradiction dans l'attitude des Français : adhérant au libéralisme (les années 1980 sont aussi celles du « tapisme », l'adoration de Bernard Tapie), ils expriment cependant toujours un besoin très fort de protection collective. Il en va sans doute de même chez les socialistes.

Anciens et nouveaux clivages

Une conversion incomplète ? Effectivement, il y a toujours, entre la droite et la gauche, des oppositions. D'anciens clivages subsistent, de nouveaux sont apparus. Parmi les anciens thèmes, il y a encore et toujours la place de l'Etat dans l'économie. Fondamentalement pervers pour la droite, l'Etat reste profondément indispensable pour la gauche. « Le marché, cruel, est irremplaçable. Il ne peut fonctionner sans règles, sans un Etat qui corrige ses excès », rappelle M. Bérégovoy lors de « l'Heure de vérité », sur Antenne 2 lundi 22 avril. L'Etat est un correc-

teur des excès que provoque le fonctionnement du marché, des inégalités qu'il engendre par exemple. Il a aussi un « rôle fondamental dans la construction à long terme du développement économique », explique pour sa part M. Peyrelevade, président de l'UAP et ancien directeur de cabinet de M. Mauroy lorsque celui-ci était à Matignon. « Par sa seule présence, même minoritaire, dans le capital des entreprises, le secteur public instille une vue à long terme dans l'économie, par opposition au marché qui soumet les acteurs au reporting trimestriel des dividendes », ajoute ce chaud partisan de l'économie mixte. « Maître des horloges », pour reprendre le beau titre du livre de Philippe Delmas, l'Etat, porteur d'une vision à long terme, doit prendre en charge, selon les socialistes, les missions que le marché n'assume pas spontanément.

L'ampleur de la redistribution nécessaire reste aussi une opposition traditionnelle entre les deux camps. Sans remettre en cause le marché, de nombreux socialistes recommencent à évoquer, à l'instar du fabusien M. Jean-Louis Levet, la nécessité d'un partage du travail ou le recours à des techniques de salaire différé. Le droit de propriété, son exercice plus que son principe, est aussi, selon M. Hollande, un élément permanent de l'opposition entre la droite et la gauche. L'attitude plus favorable des socialistes à l'égard du marché ne signifie donc pas la fin des débats économiques. Il y a toujours une droite et une gauche.

Mais, pour la gauche, cette conversion s'accompagne aussi de l'émergence de nouveaux clivages. « Les oppositions porteront de plus en plus sur des thèmes comme les vieux et les très vieux, les villes et les banlieues, l'industrie, la justice sociale... », estime M. Strauss-Kahn. Elles porteront aussi et peut-être surtout sur les nouveaux instruments de la politique dans une économie de marché. Alors qu'ont été pratiquement abandonnés la planification et l'aménagement du territoire, « nous n'avons pas jusqu'à présent su réinventer les mécanismes nouveaux de redistribution », s'inquiète ainsi M. Hollande. Les socialistes sont restés attachés aux outils classiques que sont par exemple la fiscalité ou l'augmentation de la dépense publique. Certains commencent à explorer d'autres voies, recherchant la réduction des inégalités par la correction des mécanismes de la protection sociale ou une sélectivité accrue des dépenses.

Entre les modèles rhénan et anglo-saxon

En fait, c'est surtout sur le fonctionnement de l'Etat et la manière dont il assure ses différentes missions (éducation, recherche, sécurité, culture...) que le débat économique pourrait être le plus dur. « Acquis à une croissance sans inflation, nous n'avons pas adapté nos structures », s'inquiète ainsi, parmi d'autres, M. Peyrelevade, qui ajoute, à titre d'exemple : « Il ne s'agit pas aujourd'hui de désétatiser mais de transformer l'Etat tel qu'il fonctionne. » Comme beaucoup, il juge indispensable un effort considérable de productivité dans la fonction publique. Mais il reconnaît que l'Etat est la structure la plus difficile à réformer d'un point de vue culturel.

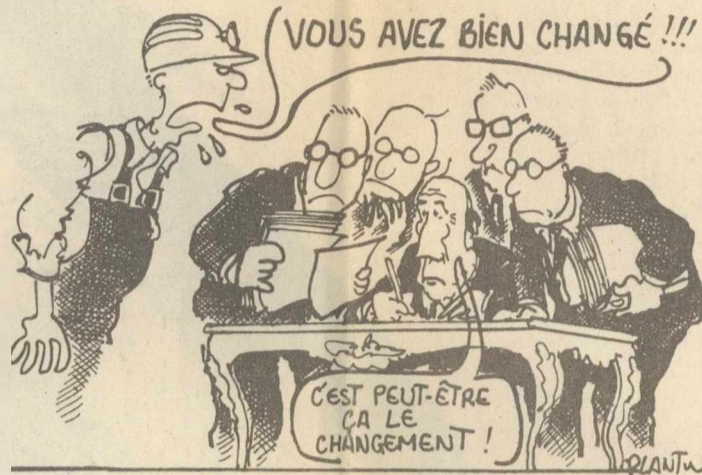
Le débat entre socialisme et capitalisme est donc mort. Il reste la confrontation entre différents capitalismes. Pour reprendre la distinction, pertinente, proposée par M. Michel Albert, PDG des AGF (Assurances générales de France), le choix est peut-être aujourd'hui entre le capitalisme rhénan – celui en vigueur en Allemagne (l'économie sociale de marché), en Suisse, aux Pays-Bas... – et le capitalisme anglo-saxon. M. Mitterrand propose « l'économie mixte », M. Michel Rocard le « capitalisme tempéré ». Il s'agit dans l'un et l'autre cas de concilier l'efficacité du marché avec le souci de solidarité. L'un et l'autre sont plus proches du capitalisme rhénan que du libéralisme anglo-saxon.

Les socialistes, disent-ils, ont compris que pour pouvoir réaliser des progrès sociaux, il leur fallait réussir économiquement. Après ses dix années passées à l'Elysée, M. Mitterrand peut afficher de belles performances économiques : une inflation maîtrisée, un franc fort, des déséquilibres internes et externes relativement faibles. Passé de 1,5 million à 2,6 millions, le nombre des chômeurs n'a pourtant jamais été aussi élevé. « François Mitterrand a réussi la synthèse d'une culture de compétitivité et d'une culture de solidarité », explique M. Hervé Hanoun, l'un de ses ex-conseillers économiques. Dans l'histoire économique, il restera surtout comme un modernisateur du capitalisme français.

ÉRIK IZRAELEWICZ

DEMAIN

Dix ans de politique étrangère, par CLAIRE TRÉAN, et un portrait de M. Hubert Védrine, porte-parole de la présidence de la République, par ANNE CHAUSSEBOURG.



(Dessin paru en 1985)

Le « vivier » de l'Elysée

Elisabeth Guigou, l'ambition d'une technocrate douée

Elle est belle, très belle. Elle est intelligente, très intelligente. Elle est travailleuse, très travailleuse. Elle a eu de la chance, beaucoup de chance. Les fées qui se sont penchées sur le berceau d'Elisabeth, Alexandrine, Marie Vallier, le 6 août 1946, dans le foyer d'un petit patron en conserverie de Marrakech, n'ont pas lésiné sur les présents. Elles ne doivent pas le regretter, car rarement filleule a su faire fructifier si habilement ses dons de naissance, et cela simplement parce qu'elle y a ajouté l'ambition, une grande ambition. Une ambition telle que la petite pied-noir, devenue Elisabeth Guigou, reconnaît que son tout nouveau poste de ministre délégué aux affaires européennes n'est qu'une étape dans une carrière dont elle ne voit pas la fin. La politique est un délicieux poison pour cette femme qui n'a pas oublié le traumatisme que furent, pour les jeunes Marocaines de son âge, les événements d'Algérie.

Curieuse petite fille qui à treize ans s'était juré que « plus jamais [elle] n'acceptera[it] de ne pas saisir le pourquoi, le comment de ce [qu'elle était] en train de vivre ». Et qui a tenu son pari. Terrible adolescente qui, sous prétexte que ses parents refusaient de l'envoyer dans un Paris aussi éloigné que lointain préparer Sciences-Po et l'ENA de ses rêves, s'offrit deux ans de vacances en préparant la licence la plus facile pour elle – celle d'anglais, – ne doutant pas que ses capacités lui permettraient de rattraper le temps perdu. Et qui y parvint.

Premiers galons

Étonnante jeune femme, qui ne semble tendue que par sa seule volonté, mais qui se laisse conduire par son mari, Jean-Louis Guigou, dans l'engagement politique. D'abord à la Convention des institutions républicaines, simplement parce que Charles Hernu est venu en parler à l'université de Montpellier. Puis, au lendemain de la déception de 1968, au PSU, une fois que le couple est monté à Paris, les portes de l'ENA s'étant ouvertes, parce qu'un de leurs amis en était un ardent propagandiste. Mais la palabre, le fractionnisme, la surenchère verbale ne sont pas du goût d'une jeune haut fonctionnaire qui commence à découvrir les vertus des chiffres et la rigueur des lois de l'économie.

Comme tant d'autres, elle rejoint alors le PS de François

Mitterrand. Son court passé de militante, sa récente passion pour les vertus de la technocratie ne pouvaient que la conduire, comme son mari, dans les rangs du rocardisme. Elle en fut, mais avec discrétion, dit-elle ; aujourd'hui, elle est manifestement ravie qu'un passage comme conseiller financier à l'ambassade de Londres l'ait empêchée de participer de près aux batailles du congrès de Metz. Au congrès de Rennes, elle a refusé de prendre position : « Les débats entre courants sont de plus en plus stériles, de plus en plus stériles », dit-elle. Le parti gagnerait à concentrer son énergie sur des discussions de fond. »

Exigeante jeune technocrate, elle n'a pas gagné, comme tant d'autres de ses disciples de l'énarchie, les sphères du pouvoir de l'après-10 mai par opportunisme. Elle n'y a pas été non plus propulsée en remerciement de ses longues années de militante, comme tant d'autres de ses « camarades » du PS. Elle ne veut parvenir au sommet que grâce à ses seules compétences professionnelles. Et elle y parvient.

L'image professionnelle

Sa beauté la sert. « Dans un milieu d'hommes, l'important, c'est de se faire remarquer. Une jolie femme est ainsi avantagée. » Que pour cette raison François Mitterrand l'ait vite repérée, après qu'Hubert Védrine, son camarade de l'ENA, l'eût arrachée au cabinet de Jacques Delors pour lui faire confier les relations monétaires internationales à l'Elysée, nul ne peut en douter. Mais ce sont ses propres capacités, sa volonté farouche qui lui ont permis d'être choisie, à la veille de la cohabitation Mitterrand-Chirac, pour une mission délicate et de confiance, le secrétariat général du comité interministériel pour les questions économiques européennes.

Cette technicienne, qui a toujours considéré que les fonctionnaires, aptes à prendre des responsabilités, faisaient eux aussi de la politique, au vrai sens du terme, est cette fois directement dans le bain. Elle dirige un service dépendant de Jacques Chirac, et sert de « sonnette d'alarme » à François Mitterrand. Elle y réussit à merveille, servant son maître sans trahir son patron administratif. Grâce à elle, pendant cette période délicate, la France peut parler d'une seule voix à Bruxelles.

Ses premiers galons, Elisabeth Guigou les avait gagnés pendant la cohabitation. Elle en a accru le nombre lorsque, avec ses amis de l'ENA, Hubert Védrine, Pascal Lamy, directeur de cabinet de Jacques Delors, et Joachim Bitterlich, conseiller d'Helmut Kohl, elle fit de la présidence française de la communauté européenne, au deuxième semestre de 1989, un succès et qu'elle fut appréciée par tous en présidant un comité de hauts fonctionnaires chargé de préparer la négociation sur l'union économique et monétaire.

Dès la formation du premier gouvernement Rocard, François Mitterrand lui avait fait comprendre qu'elle aurait peut-être un jour, à sauter le pas. Ce fut fait lors du remaniement du 2 octobre 1990. Elisabeth Guigou ne regrette pas d'être restée « M^{me} Europe », parce que « le métier est bien différent » et que le sujet est passionnant puisqu'il engage l'avenir. Sans parler de l'émotion ressentie lorsque, dès le lendemain de sa transformation en ministre, elle pénétra dans l'hémicycle du Palais-Bourbon pour répondre à une question d'actualité.

Au feu des médias elle s'était progressivement habituée en jouant, à l'Elysée, un rôle de plus en plus exposé. Mais cette femme qui, dans le *Who's Who*, se refuse à indiquer ses loisirs et ses distractions voudrait n'avoir à vendre que « son image professionnelle ».

Paradoxe jeune femme. Elle arbore, avec un malin plaisir, des tenues provocantes, mais sa froideur est une solide carapace. Les apparences sont trompeuses. C'est une pudibonde. Si elle accepte de faire la « cover » de *Contemporaine*, après Catherine Nay, c'est parce que son intelligence l'a conduite à accepter certaines des règles de « l'Etat spectacle ».

Son ambition, si elle décide de continuer à l'assouvir dans la politique, la conduira à bien d'autres sacrifices, surtout si elle brigue un jour un mandat électif. Pour l'instant, elle assure ne pas avoir pris sa décision : « Je ne récuse pas cette possibilité. J'y pense. Je m'interroge. » Pour l'heure, elle s'est fixée des objectifs ambitieux : faire pénétrer la France dans les pays de l'Europe centrale et orientale ; faire progresser la construction de la Communauté européenne en échappant tout autant « à l'euro-pessimisme, qui confine au masochisme, qu'à l'euro-optimisme béat ». Elle y réussit assez

bien pour qu'un Européen convaincu comme Jean François-Poncet ait pu la présenter, sans hésiter, comme l'héritière d'Alcide de Gasperi, de Paul-Henri Spaak, de Maurice Faure, de Jacques Delors. Son premier travail est donc de mener à bien les conférences intergouvernementales sur l'union économique et monétaire et sur l'union politique, afin d'en faire ratifier les résultats à la fin de 1992. « Après, il y aura les législatives de 1993. » Alors, Elisabeth Guigou voudrait bien ne plus être « M^{me} Europe ».

« Inch Allah », dit-elle. Comme si elle se fixait pour elle-même la règle qu'elle applique à la construction européenne : « S'assigner un objectif clair et lointain, puis s'accrocher au terrain, non pas l'épouser, comme les pragmatiques, mais en tenir compte pour, intellectuellement et politiquement, progresser. »

Objectif 1993

Pour Elisabeth Guigou, la croisée des chemins devrait donc se présenter en 1993 : retour à ses premières amours, la très haute administration ; plongeant dans la politique politicienne, donc baptême du feu électoral. Elle n'en a pas vraiment peur, même si elle y met des conditions : pouvoir conserver une vie personnelle et familiale ; échapper « aux querelles médiocres et aux petits calculs », dont elle n'a pas oublié qu'ils avaient empêché son mari d'essayer de conquérir, en mars 1989, la mairie d'Avignon. Paradoxe du couple, qui pourrait être douloureux : dans leurs rêves communs, elle faisait une grande carrière dans la haute administration et lui se réservait la politique sur le terrain, cette politique dont il reconnaît dans sa notice au *Who's Who* qu'elle le « passionne ». Aujourd'hui il est directeur à la DATAR, et elle, peut-être, sur le chemin de l'Assemblée nationale.

Le jour où elle se lancera dans une campagne législative – si elle s'y lance, – elle le fera à la demande du chef de l'Etat. Elle bénéficiera ainsi d'un viatique dont n'ont pas disposé tous ses amis de l'Elysée, qui pourtant, bien souvent, ont accompagné, aidé François Mitterrand bien avant qu'elle ne croise son chemin. Peut-être le président estimera-t-il aussi qu'il est temps, comme Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, de la mettre au service du « nouvel élan » qu'il réclame. L'affiche, en tout cas, serait tentante.

THIERRY BRÉHIER